



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES  
(CCAP)**

**COMMUN AUX 8 LOTS**

**Accord-cadre n° 2025-037-00-00**

**Fourniture de produits horticoles, de plantes, d'équipements et de matériels de jardinage au profit de la présidence de la République**

Procédure de passation :

Appel d'offres ouvert

Articles de la procédure concernée :

Articles L.2124-2, R.2124-2-1° et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE I – OBJET ET FORME DE L’ACCORD-CADRE .....</b>	<b>4</b>
1.1 - OBJET DE L’ACCORD-CADRE .....	4
1.2 - FORME DE L’ACCORD-CADRE ET MODALITÉS D’ATTRIBUTION DES COMMANDES .....	4
1.3 – DÉCOUPAGE, FRACTIONNEMENT DES PRESTATIONS, ESTIMATIONS ET MONTANTS MAXIMUM .....	5
<b>ARTICLE II – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE III – DESCRIPTION DES PRESTATIONS FAISANT L’OBJET DE L’ACCORD-CADRE ....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE IV – DURÉE ET DÉLAI D’EXÉCUTION .....</b>	<b>6</b>
4.1 - DURÉE DE L’ACCORD-CADRE .....	6
4.2 - RECONDUCTION .....	6
4.3 - FIN ANTICIPÉE EN CAS D’ATTEINTE DU MAXIMUM .....	6
4.4 – DÉLAIS D’EXÉCUTION .....	6
<b>ARTICLE V – CONDITIONS D’EXÉCUTION DE L’ACCORD-CADRE .....</b>	<b>7</b>
5.1 - DÉFAILLANCE DU TITULAIRE.....	7
5.2 - RÉDACTION, ENVOI ET RÉCEPTION DES BONS DE COMMANDE .....	7
5.3 - MODALITÉS D’ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE.....	8
<b>ARTICLE VI – OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....</b>	<b>8</b>
6.1 - OBLIGATION DE RÉSULTAT.....	8
6.2 - OBLIGATIONS CONCERNANT LE PERSONNEL .....	9
6.3 - OBLIGATIONS DE DISCRÉTION - CLAUSES DE SÉCURITÉ ET DE CONFIDENTIALITÉ .....	9
6.4 - OBLIGATION D’ASSURANCES.....	10
6.5 - OBLIGATIONS LÉGALES .....	10
<b>ARTICLE VII – OBLIGATIONS DE LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE VIII – OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION .....</b>	<b>11</b>
8.1 - NATURE DES VÉRIFICATIONS .....	11
8.2 - DÉLAI D’ADMISSION.....	11
<b>ARTICLE IX – SUIVI D’EXECUTION, PÉNALITÉS ET EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....</b>	<b>12</b>
9.1 - SUIVI D’EXÉCUTION DE L’ACCORD-CADRE .....	12
9.2 - PÉNALITÉS POUR RETARD .....	12
9.3 - PÉNALITÉS POUR CONDITIONS DE LIVRAISON ET QUALITÉS DES PRODUITS NON CONFORMES .....	12
9.4 - PÉNALITÉ POUR NON-RESPECT DU DÉLAI DE TRANSMISSION DES DOCUMENTS DE TRAÇABILITÉ DES VÉGÉTAUX.....	12
9.5 PÉNALITÉ POUR NON-RESPECT DES STIPULATIONS RELATIVES À L’ACCÈS AU SITE.....	13
9.6 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....	13
<b>ARTICLE X – NATURE ET CONTENU DES PRIX .....</b>	<b>13</b>
10.1 - GÉNÉRALITÉS.....	13
10.2 – COMMANDE SUR CATALOGUE .....	13
10.3 – OFFRES PROMOTIONNELLES.....	13
10.4 - PRODUIT DE REMPLACEMENT .....	13
10.5 - RÉVISION DES PRIX .....	14
10.6 CLAUSE DE SAUVEGARDE.....	14
10.7 CLAUSE DE RÉEXAMEN.....	14
<b>ARTICLE XI – ETABLISSEMENT DES FACTURES .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE XII – DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE XIII – AVANCES .....</b>	<b>15</b>

ARTICLE XIV – CHANGEMENTS AFFECTANT L’OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE .....	16
ARTICLE XVI – CESSION OU NANTISSEMENT .....	16
ARTICLE XVII – RÉILIATION, LITIGES ET CONTENTIEUX.....	16
ARTICLE XVIII – NON-EXCLUSIVITÉ DU TITULAIRE DE L’ACCORD-CADRE.....	16
ARTICLE XIX – DÉROGATIONS AU CCAG/FCS .....	17

## **ARTICLE I – OBJET ET FORME DE L'ACCORD-CADRE**

### **1.1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre a pour objet la **fourniture de produits horticoles et plantes, de gravillons, d'équipements et de matériels de jardinage au profit de la présidence de la République.**

### **1.2 - FORME DE L'ACCORD-CADRE ET MODALITES D'ATTRIBUTION DES COMMANDES**

Chaque lot constitue un accord-cadre s'exécutant au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément aux articles L 2125-1-1° et R 2162-1 à R 2162-6 et R 2162-13 et R 2162-14 du code de la commande publique.

- **Pour les lots 1, 3, 4, 5, 6 et 7** : l'accord-cadre est multi-attributaire. Le nombre d'attributaires est fixé à deux (2) maximum, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres, afin de garantir la sécurité d'approvisionnement.
- **Pour les lots 2 et 8** : L'accord-cadre est mono-attributaire.

<b>Lots</b>	<b>Désignation des lots</b>	<b>Nombre maximum d'attributaires par lot</b>
<b>1</b>	Produits horticoles dont fourniture et installation de gravillons	Multi-attributaire (2)
<b>2</b>	Plantes annuelles, bisannuelles et bulbes en vert	Mono-attributaire (1)
<b>3</b>	Plantes vivaces	Multi-attributaire (2)
<b>4</b>	Bulbes en sec	Multi-attributaire (2)
<b>5</b>	Arbustes, petits conifères et plantes de terres de bruyères	Multi-attributaire (2)
<b>6</b>	Arbres et conifères moyens et grand développement	Multi-attributaire (2)
<b>7</b>	Mobilier de végétalisation	Multi-attributaire (2)
<b>8</b>	Acquisition, maintenance et réparation de matériels espace vert	Mono-attributaire (1)

Le service chargé de l'exécution des accords-cadres pour la présidence est le service du patrimoine (SPAT) de la présidence de la République.

### 1.3 – DECOUPAGE, FRACTIONNEMENT DES PRESTATIONS, ESTIMATIONS ET MONTANTS MAXIMUM

L'accord-cadre est composé des huit (8) lots distincts suivants :

Lots	Désignation des lots	Estimation annuelle en € HT	Estimation sur 4 ans en € HT	Montant maximum sur 4 ans en € HT
1	Produits horticoles dont fourniture et installation de gravillons	15 000 €	60 000 €	120 000 €
2	Plantes annuelles, bisannuelles et bulbes en vert	8 000 €	32 000 €	64 000 €
3	Plantes vivaces	10 000 €	40 000 €	80 000 €
4	Bulbes en sec	7 000 €	28 000 €	56 000 €
5	Arbustes, petits conifères et plantes de terres de bruyères	15 000 €	60 000 €	120 000 €
6	Arbres et conifères moyens et grand développement	15 000 €	60 000 €	120 000 €
7	Mobilier de végétalisation	10 000 €	40 000 €	80 000 €
8	Acquisition, maintenance et réparation de matériels espace vert	20 000 €	80 000 €	160 000 €
<b>Total</b>		100 000 €	400 000 €	800 000 €

A titre indicatif, le montant total estimé tous lots confondus s'élève à **100 000 euros hors taxes (HT)** par an, soit **400 000 euros hors taxes (HT)** sur la durée maximale de l'accord-cadre.

Ces estimations sont prévisionnelles et non contractuelles. Elles pourront varier à la hausse comme à la baisse sans que le titulaire ne puisse prétendre à obtenir une indemnité.

L'accord-cadre est sans montant minimum. Le montant maximum cumulé des différents lots, toutes reconductions confondues, s'élève à **800 000 € hors taxes (HT)**.

## **ARTICLE II – DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les pièces contractuelles, composant l'accord-cadre sont par ordre de priorité décroissant :

Numéro	Désignation de la pièces contractuelle
1.0	Acte d'engagement (AE) et ses annexes
1.1	Annexe 1 à l'acte d'engagement - Annexe financière
1.2	Annexe 2 à l'acte d'engagement - Délais (lots 1 à 6)
2.0	Cachier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à l'ensemble des lots et ses annexes
2.1	Annexe 1 au CCAP : Engagement de confidentialité
2.2	Annexe 2 au CCAP : Accord de condidentialité
3	Cachier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à l'ensemble des lots et ses annexes
4	Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021.
5	Fascicule 35 "Aménagement paysager - Aires de sports et de loisirs de plein air" entré en vigueur le 15 octobre 2021
6	Mémoire technique du titulaire

Le présent accord-cadre constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

L'exemplaire original de ces documents conservé dans les archives de la présidence de la République fait seul foi.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer au présent accord-cadre. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

### **ARTICLE III – DESCRIPTION DES PRESTATIONS FAISANT L'OBJET DE L'ACCORD-CADRE**

Les spécifications techniques des fournitures et prestations sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### **ARTICLE IV – DUREE ET DELAI D'EXECUTION**

#### **4.1 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

La durée d'exécution de l'accord-cadre court, à compter de la date de notification, pour une période de douze (12) mois.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixées dans chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre. Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

#### **4.2 - RECONDUCTION**

L'accord-cadre est reconductible trois (3) fois par reconduction tacite. La durée de chaque reconduction est de douze (12) mois. Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

La durée de l'accord-cadre ne peut dépasser quatre (4) ans conformément aux dispositions de l'article L2125-1 du code de la commande publique.

En cas de non-reconduction de l'accord-cadre, la décision de non reconduction est communiquée au titulaire au minimum un (1) mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre. Aucune indemnité n'est versée au titulaire en cas de non reconduction de l'accord-cadre par la présidence de la République.

#### **4.3 - FIN ANTICIPEE EN CAS D'ATTEINTE DU MAXIMUM**

Dans le cas où le montant maximum du lot serait atteint avant la fin d'exécution en cours, le marché prendra fin automatiquement.

#### **4.4 – DELAIS D'EXECUTION**

Les délais d'exécution sont les suivants :

- Pour les lots 1 à 6 : le délai d'exécution est celui inscrit dans le bon de commande sous réserve de ne pas être supérieur au délai contractuel inscrit dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement intitulée « Délais ».
- Pour les lots 7 et 8 : Les délais sont ceux précisés dans le bon de commande.

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG/FCS, le délai d'exécution du bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente

## **ARTICLE V – CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE**

### **5.1 - DEFAILLANCE DU TITULAIRE**

Le titulaire est considéré comme défaillant s'il n'est pas en mesure d'exécuter totalement ou partiellement la commande dans les délais prévus. L'impossibilité du titulaire de respecter les délais d'une commande peut entraîner l'exécution de l'accord-cadre à ses frais et risques, voire, en cas de non-respect répété, la résiliation de l'accord-cadre.

Aucune dérogation aux délais d'exécution ne sera accordée, sauf en cas de force majeure ou circonstances exceptionnelles. Dans ce cas, les demandes de sursis d'exécution ou de prolongation de délai d'exécution sont adressées au représentant du pouvoir adjudicateur. La décision en matière de prolongation du délai de livraison est prononcée par la présidence de la République.

### **5.2 - REDACTION, ENVOI ET RECEPTION DES BONS DE COMMANDE**

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins.

Chaque bon de commande est notifié au titulaire par tout moyen faisant foi, pour donner date certaine de sa réception, y compris par courriel et comporte les mentions suivantes :

- le numéro de l'accord-cadre mentionné en 1<sup>ère</sup> page de l'acte d'engagement ;
- la date d'émission ;
- le numéro du bon de commande ;
- les nom et adresse du titulaire ;
- le nom du département émetteur ;
- la désignation des prestations réalisées et les délais de réalisation ;
- les quantités commandées ;
- le prix hors taxe et le décompte en valeur ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC ;
- l'adresse de facturation ;
- la signature de la personne habilitée ou de son délégataire.

La réception du bon de commande par le titulaire vaut notification et ordre d'exécution des prestations demandées.

Toutefois les commandes peuvent être modifiées ou complétées, sous réserve que le titulaire en ait été informé raisonnablement avant la réalisation.

Si les modifications portent sur des termes mineurs, elles sont traduites par un simple échange électronique entre les parties, sans remettre en cause le montant du bon de commande.

En ce cas, le bon de commande modifié devient définitif. Il donne lieu à la facturation prévue par le présent accord-cadre, déduction faite des éventuelles pénalités.

Si, en cours de validité, il s'avère nécessaire de modifier des termes essentiels d'un bon de commande, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la passation d'une commande modificative soumise aux mêmes règles administratives que le bon de commande concerné.

En cas d'annulation d'un bon de commande avant la prestation, le titulaire peut adresser à la présidence une demande de dédommagement relative aux dépenses engagées par lui dans le cadre de cette commande. La demande est examinée par la présidence de la République au vu du mémoire transmis à l'appui et accompagné des originaux des justifications afférentes.

**Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Ils sont exécutoires même après la fin des délais contractuels de l'accord-cadre dès lors que la**

**durée d'exécution des prestations stipulée aux bons de commande ne dépasse pas un délai de trois (3) mois.**

En cas de dénonciation et de même à l'échéance normale du terme contractuel du présent accord-cadre, le titulaire conserve la responsabilité de l'exécution des bons de commandes notifiés au cours de la période de validité de l'accord-cadre.

La présidence de la République peut, à tout moment, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet d'un bon de commande avant l'achèvement de celles-ci par une décision de résiliation. Celle-ci est indiquée au titulaire par mél et confirmée par courrier envoyé en recommandé avec avis de réception.

### 5.3 - MODALITES D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE

- Concernant le lot 1 (produits horticoles dont fournitures et installation de gravillons), le lot 3 (plantes vivaces), le lot 4 (bulbes en sec), le lot 5 (arbustes, petits conifères et plantes de terres de bruyères), le lot 6 (arbres et conifères moyens et grand développement) et le lot 7 (mobiliier de végétalisation) : il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaires exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande. Le nombre d'attributaires est fixé à deux (2) maximum (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres).

A l'issue du classement des offres, l'attributaire classé à la première place se verra attribuer un minimum de 30 % des commandes et le deuxième du classement se verra attribuer un minimum de 10 % des commandes. Au-delà du pourcentage des commandes attribuées par ordre de classement, la présidence de la République attribuera les autres bons de commande de façon à assurer la meilleure exécution possible de l'accord cadre. La présidence de la République s'engage à suivre l'exécution de l'accord-cadre afin de garantir au titulaire l'attribution du pourcentage minimum ci-dessus.

Les règles relatives à l'attribution d'un pourcentage du montant des commandes peuvent être suspendues à l'égard d'un ou plusieurs attributaires si la présidence de la République constate que les produits réceptionnés ou leurs conditions de livraison ne sont pas conformes qualitativement ou quantitativement aux engagements pris au titre du présent marché.

La présidence de la République communique à l'attributaire concerné sa décision ainsi que les raisons qui justifient cette suspension. Il appartient alors à l'attributaire de détailler à la présidence de la République les mesures correctives prises afin de remédier aux carences constatées. Après en avoir accusé réception, la présidence de la République procède à une nouvelle commande. Après réception de celle-ci et en l'absence d'observations de la part de la présidence de la République, les règles relatives à l'attribution d'un pourcentage du montant des commandes sont de nouveau opposables à la présidence de la République.

- Concernant le lot 2 (plantes annuelles, bisannuelles et bulbes en vert) et le lot 8 (acquisition, maintenance et réparation de matériels espace vert), il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande. Les bons de commande seront donc notifiés à l'attributaire de chacun des lots.

Par ailleurs, pour les douze lots, des commandes pourront être réalisées à d'autres prestataires dans les conditions définies à l'article 18 du présent CCAP.

## **ARTICLE VI – OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### 6.1 - OBLIGATION DE RESULTAT

Le titulaire est soumis à une **obligation de résultat** pour l'exécution des prestations objets du présent accord-cadre et sous réserve de causes imputables à la présidence de la République.



Cette obligation concerne notamment le respect de la qualité des prestations exécutées et des fournitures proposées, le respect des horaires et délais prévus, la rigueur et la qualité des personnels affectés à la réalisation des prestations.

A cet effet, le titulaire s'engage à prendre toute mesure permettant d'assurer la bonne exécution permanente de la prestation.

Le titulaire a la charge de toutes les formalités relatives aux livraisons. Le titulaire déclare disposer pour ses véhicules et les moyens logistiques de l'ensemble des agréments et certifications nécessaires.

## 6.2 - OBLIGATIONS CONCERNANT LE PERSONNEL

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne, parmi ses personnels, un correspondant qui sera l'unique interlocuteur de la présidence, pour la réalisation des prestations pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre. Il rend compte au département des moyens généraux des interventions des équipes du titulaire.

Le correspondant désigné et le personnel du titulaire nécessaires à la réalisation des prestations confiées doivent recevoir l'accréditation de la présidence de la République.

Le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque motif que ce soit. Il est notamment responsable des actes et fautes commis par son personnel dans les locaux où il intervient. Il est tenu de réparer ou d'indemniser le préjudice qui en résulterait pour la personne publique ou les tiers.

Le titulaire fournit une liste des véhicules susceptibles d'accéder aux sites indiqués dans le bon de commande émis par la présidence.

Le titulaire s'engage, en cas de nécessité et pour quelque cause que ce soit, à remplacer dans les meilleurs délais le personnel initialement désigné et après accord de la présidence, par un personnel de qualifications équivalentes. Il est entendu que ce changement doit être autorisé par la présidence et qu'il n'a aucune incidence sur le montant des prestations.

## 6.3 - OBLIGATIONS DE DISCRETION - CLAUSES DE SECURITE ET DE CONFIDENTIALITE

**Autorisation d'accès :** Les personnels du titulaire (et ses éventuels sous-traitants) qui ont accès aux locaux de la présidence de la République doivent être titulaires d'une accréditation, délivrée selon la procédure en vigueur à la présidence de la République. Les personnels sont soumis pendant leur séjour aux règles spécifiques concernant les personnels extérieurs et respectent les consignes de sécurité en vigueur à la présidence de la République. Avant tout début d'exécution des prestations, le titulaire de l'accord-cadre doit rencontrer le commandement militaire pour un rappel des règles de sécurité. Il remet à cette occasion l'accord de confidentialité signé par le titulaire de l'accord-cadre (voir annexe 1) et les engagements de responsabilité (voir annexe 2) signés par les personnels du titulaire et les éventuels sous-traitants qui interviendront au Palais de l'Élysée. La présidence de la République peut retirer son autorisation à tout moment sans énoncer ses motifs. Le titulaire s'engage à proposer d'autres personnes de niveau équivalent jusqu'à acceptation de celles-ci par la présidence de la République. Le titulaire s'engage à faire respecter l'ensemble de ces obligations par ses collaborateurs, société-mère, filiales et sous-traitants éventuels.

Le personnel du titulaire (et ses éventuels sous-traitants), susceptible, en fonction de la prestation, de vouloir accéder à la présidence, fournit dans les délais les plus rapides les informations nécessaires en ce qui concerne les véhicules (type de véhicule et plaques d'immatriculations, photocopies des pièces d'identité valides des conducteurs s'ils ne sont pas déjà accrédités). Cet accès est soumis à la validation du commandement militaire. En cas d'acceptation, le personnel accrédité du titulaire se soumet à toutes les mesures de sécurité, y compris les différentes inspections des véhicules et du matériel transporté. Tout manquement à cette clause pouvant entraîner un retard dans l'exécution des

prestations demandées au titulaire lui serait imputé et il se verrait appliquer d'office les pénalités prévues au présent CCAP.

**Utilisation du matériel de la présidence :** Les personnels du titulaire ne sont autorisés à utiliser le matériel de la présidence de la République qu'en présence d'un agent de la présidence et après accord formel de celui-ci. Dans ce cas, le titulaire est responsable de la bonne utilisation des matériels mis à sa disposition.

**Règles générales de confidentialité :** Le titulaire s'interdit de manière générale de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations de quelque nature que ce soit qui lui auront été communiquées par la présidence de la République, ou dont il aurait eu connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations. Les informations de la présidence de la République et dont le titulaire a connaissance à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre présentent un caractère confidentiel. Elles ne peuvent en aucun cas être communiquées à un tiers sans une autorisation préalable expresse et écrite accordée par la présidence de la République.

Aucune copie des informations détenues par la présidence de la République ne peut être effectuée par le titulaire, sauf autorisation préalable expresse et écrite accordée par la présidence de la République. La réalisation d'une copie sans autorisation est considérée par la présidence de la République comme une violation des dispositions relatives au respect du secret dans l'exécution de la prestation. Le titulaire demande expressément l'accord de la présidence de la République avant de la citer dans ses références commerciales. En cas de violation de ces dispositions, l'accord-cadre peut être résilié de plein droit par la présidence de la République sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée du titulaire ou exigée de lui, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire des mesures de sécurité, même dans les cas où ils résultent d'une imprudence ou d'une négligence, est considéré comme une faute pouvant conduire la présidence à résilier sa commande aux torts et aux frais et risques du titulaire, sans que celui-ci ne puisse se prévaloir d'un quelconque préjudice des réparations éventuelles qui lui seront demandées par la présidence.

#### 6.4 - OBLIGATION D'ASSURANCES

Les dispositions relatives à l'obligation d'assurance sont celles indiquées dans l'article 9 du CCAG-FCS.

#### 6.5 - OBLIGATIONS LEGALES

Le titulaire et ses sous-traitants sont tenus de se conformer aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur relatives aux droits du travail et de la sécurité sociale.

Le titulaire a l'obligation de fournir spontanément à la présidence de la République, tous les 6 mois pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les documents, datant de moins de 6 mois, attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contribution sociales) auprès de l'Urssaf, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- **L'attestation fiscale**, qui permet de justifier de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) peut être obtenue :
  - directement en ligne via le compte fiscal (espace abonné professionnel) pour les entreprises qui sont soumises à l'impôt sur les sociétés et assujetties à la TVA,
  - auprès du service des impôts via le formulaire n°3666 pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu, notamment les entrepreneurs individuels (artisan, auto-entrepreneur...);

- **Un certificat attestant de la régularité de la situation du titulaire au regard de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés.**
- Le titulaire doit aussi respecter les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant **une attestation de vigilance** délivrable en ligne sur le site de l'Urssaf.

En vertu de l'article L 8222-6 du code du travail, des pénalités sont infligées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5. Le montant des pénalités est égal à 100 euros (non soumis à TVA) par jour ouvré de retard dans la limite des amendes encourues en application des articles L 8224-1, L 8224-2 et L 8224-5. Cet article complète l'article 14 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE VII – OBLIGATIONS DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

La présidence de la République communique au titulaire :

- les conditions d'accessibilité des sites et les règles de sécurité en vigueur ;
- les coordonnées d'un interlocuteur.

## **ARTICLE VIII – OPERATIONS DE VERIFICATION**

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées conformément aux dispositions prévues au CCAG/FCS.

Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison.

### **8.1 - NATURE DES VERIFICATIONS**

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures ou de l'exécution du service conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

Si la quantité livrée n'est pas conforme au bon de commande, le représentant du service de la présidence à l'origine de la commande peut mettre le titulaire en demeure, par tout moyen, de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans un délai inférieur à 6 heures.

En cas de non-respect des prescriptions portées sur un bon de commande ou de livraison ou de produits et plantes non-conformes ou dégradés, ceux-ci sont refusés et leur remplacement est effectué sans frais supplémentaires pour la présidence de la République.

Les fournitures livrées non conformes à la commande qui n'ont pas été aussitôt enlevées par le fournisseur sont détruites dans un délai de 24 heures sans dédommagement. Aucune réclamation n'est recevable en cas de perte ou d'avaries dans les fournitures refusées et que le fournisseur aurait négligé d'enlever.

### **8.2 - DELAI D'ADMISSION**

Le bon de livraison doit être impérativement signé par le service réceptionnaire et fait office de décision d'admission sous réserve de vices cachés. Le transfert de propriété a lieu à la date de prise d'effet de la décision d'admission.

## **ARTICLE IX – SUIVI D'EXECUTION, PENALITES ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES**

### **9.1 - SUIVI D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE**

L'appréciation globale de la prestation sera contrôlée pendant l'exécution de l'accord-cadre sur la base des modalités définies ci-après.

À tout moment, suivant la demande de la présidence de la République, le titulaire s'engage à mettre en place dans les cinq (5) jours ouvrés un plan d'action pour corriger tout non-respect des exigences contractuelles et éviter leur récurrence. Ce plan d'action devra présenter les propositions concrètes envisagées et leur planning d'exécution.

La mise en place d'un plan d'action n'exclut pas l'application des pénalités. L'application des pénalités et/ou la mise en œuvre d'un plan d'action n'exonère pas le titulaire de se conformer à ses obligations.

### **9.2 - PENALITES POUR RETARD**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, des pénalités peuvent être appliquées au titulaire en cas de retard dans la livraison des articles commandés.

Ces pénalités commencent à courir à partir du lendemain du jour de livraison fixé par les bons de commande, sans mise en demeure préalable de la part du pouvoir adjudicateur.

**Elles s'élèvent à 30% de la valeur hors taxe des articles non-livrés par jour de retard.**

L'application de ces pénalités ne fait pas obstacle à une éventuelle exécution aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités viendront en déduction de la facture suivant leur constatation. En cas de non prise en compte par le titulaire de l'accord-cadre lors de la facturation, la présidence effectuera elle-même la réduction de prix correspondante lors de la réception de la facture.

### **9.3 - PENALITES POUR CONDITIONS DE LIVRAISON ET QUALITES DES PRODUITS NON CONFORMES**

Lorsque les conditions de livraison ne sont pas conformes à celles définies aux stipulations du CCTP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 € pour chaque non-conformité constatée.

Une livraison conforme est une livraison dont les éléments ci-dessous sont conformes (éléments cumulatifs) :

- Caractéristiques techniques des produits ;
- Quantité ;
- Qualité ;
- Etat sanitaire.

### **9.4 - PENALITE POUR NON-RESPECT DU DELAI DE TRANSMISSION DES DOCUMENTS DE TRAÇABILITE DES VEGETAUX**

La présidence de la République se réserve le droit d'appliquer une pénalité forfaitaire de 50 € en cas de non-respect par le titulaire du délai de transmission des documents de traçabilité des opérations réalisées sur les végétaux.

La pénalité est de 50€ par tranche de 5 jours ouvrés de retard et par demande.

## 9.5 PENALITE POUR NON-RESPECT DES STIPULATIONS RELATIVES A L'ACCES AU SITE

La présidence de la République se réserve le droit d'appliquer une pénalité forfaitaire de 500 € en cas de non-respect par le titulaire des stipulations de l'article 6.3 du présent CCAP relatives aux conditions d'accès sur les sites.

## 9.6 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

De manière générale, toute prestation objet de l'accord-cadre, mal exécutée ou exécutée avec retard, donne lieu à des opérations correctrices dans les délais définis conjointement par le titulaire et les représentants du SPAT.

Par dérogation à l'article 45 du CCAG-FCS, durant l'exécution de l'accord-cadre ou en cas de résiliation de celui-ci, en cas d'impossibilité ou de refus du titulaire d'exécuter les prestations correctrices dans ces délais, les services de la présidence peuvent faire exécuter les prestations par d'autres prestataires aux frais et risques du titulaire. Cette mesure peut intervenir sans mise en demeure préalable, après constatation de la défaillance du prestataire.

En cas de résiliation de l'accord-cadre, le titulaire est tenu d'assurer l'exécution de l'ensemble des prestations prévues à l'accord-cadre pendant la période allant de la notification de résiliation jusqu'à la date d'effet de celle-ci. À défaut, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'accord-cadre sera résilié à ses torts et les prestations non effectuées seront réalisées aux frais et risques du titulaire par une autre société désignée par la personne publique.

## **ARTICLE X – NATURE ET CONTENU DES PRIX**

### 10.1 - GENERALITES

Les prix de l'accord-cadre sont traités à prix unitaires, sur la base du bordereau des prix unitaires et des quantités réellement exécutées. L'euro (€) est la monnaie de l'accord-cadre.

Les prix sont réputés inclure toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison indiquées au CCTP. A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque. Des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires et les sujétions particulières.

### 10.2 – COMMANDE SUR CATALOGUE

En cas de commande de produits ne figurant pas dans le bordereau des prix unitaires, les prix appliqués sont ceux du catalogue du candidat affectés d'un rabais général fixé en pourcentage comme indiqué dans l'annexe financière propre à chaque lot.

### 10.3 – OFFRES PROMOTIONNELLES

Le titulaire pourra faire bénéficier à la présidence de promotions exceptionnelles, dans la mesure où ces remises permettent d'obtenir des tarifs plus avantageux que les tarifs contractuels. La mise en œuvre de remises exceptionnelles ne nécessitera pas la passation d'un avenant, elles seront limitées dans le temps.

### 10.4 - PRODUIT DE REMPLACEMENT

Si au cours de l'exécution de l'accord-cadre, les fournitures proposées dans l'annexe financière, n'étaient plus commercialisées, ou indisponibles. Le titulaire pourra alors proposer la substitution de

ces fournitures par de nouvelles fournitures équivalentes en termes de fonctions et de performances, pour un prix identique. Le titulaire informera la présidence par tout moyen de cette substitution, la présidence confirmera son accord par courriel. Cette substitution ne nécessitera pas la passation d'un avenant.

#### 10.5 - REVISION DES PRIX

Les prix sont fermes pour la 1ère année d'exécution de l'accord cadre.

En cas de reconduction de l'accord cadre, une révision des prix du bordereau des prix unitaires pourra être appliquée en raison de l'évolution des prix, une seule fois à la date anniversaire de la notification de l'accord cadre, par référence au tarif ou au barème (catalogue en vigueur du soumissionnaire) que le titulaire pratique à l'égard de l'ensemble de sa clientèle

Le Titulaire devra faire parvenir à la présidence de la République, au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception, le nouveau tarif, avec un préavis de 2 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement, ainsi que son catalogue général pour la nouvelle période de reconduction sur lequel s'appliquera toujours le taux de remise, tels qu'indiqués à dans l'acte d'engagement.

La justification de la hausse des prix devra être produite par tout moyen (barème syndical, publication d'un index, etc.).

L'ajustement sera possible à la hausse comme à la baisse. Il n'affectera pas les paiements qui, en application de l'accord cadre, seraient exigibles avant la date d'application indiquée par le titulaire.

#### 10.6 CLAUSE DE SAUVEGARDE

Lorsque le changement conduira à une augmentation globale supérieure à 2% l'an par rapport aux prix initiaux, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité l'accord cadre, avec un préavis 3 mois adressé au titulaire par pli recommandé avec accusé de réception.

Par ailleurs, en dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le titulaire de l'accord cadre ne pourra prétendre à aucune indemnité en cas de résiliation.

#### 10.7 CLAUSE DE REEXAMEN

L'accord-cadre pourra être modifié dans le cas suivants :

- Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution (en application de l'article R 2194-6 :
  - Lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché conformément aux dispositions de l'article R 2194-1 ;
  - Dans le cas d'une cession de marché, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas de nature à se soustraire aux obligations de publicité et mise en concurrence.
- Les clauses de variations de prix (notamment en cas de survenance d'évènements pouvant altérer l'équilibre financier du contrat).
- Intégration d'une prestation complémentaire, similaire ou associée de même nature que celles du marché public devenue nécessaire avec modification le cas échéant du maximum en valeur.
- Intégration ou suppression d'un site devenue nécessaire suite à des réorganisations logistiques ou de services, avec modification le cas échéant du maximum en valeur.

## **ARTICLE XI – ETABLISSEMENT DES FACTURES**

Le paiement des prestations s'effectue après service fait, sur la base de l'annexe financière à l'acte d'engagement, du catalogue du titulaire ou des nouveaux prix publics en cas de révision des prix.

Les factures et les pièces justificatives doivent être déposées dans le portail CHORUS PRO à l'adresse suivante <https://chorus-pro.gouv.fr> en saisissant impérativement :

- le numéro d'engagement (ou bon de commande) ;
- le code service ; le numéro SIRET de la présidence ;
- le numéro de marché.

Chaque facture porte les mentions légales et les indications ci-dessous :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- la date d'émission de la facture ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le numéro et la date du/des bons de commande ;
- la domiciliation des paiements (BIC, IBAN et domiciliation) ;
- la désignation des prestations commandées ;
- le détail des prix HT en euros ;
- le montant hors taxes des fournitures ;
- le taux et le montant de la TVA et des éventuelles autres taxes applicables au montant de la prestation.
- le nom du service émetteur du bon de commande (Département Jardins, Résidence de la Lanterne).

Le titulaire joint à la facture une copie des documents nécessaires à la mise en paiement des prestations.

## **ARTICLE XII – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT**

La présidence de la République se libère des sommes dues au titre de l'accord-cadre par virement bancaire. Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture correspondante.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l' Union européenne en matière économique et financière.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## **ARTICLE XIII – AVANCES**

Aucune avance ne sera versée.

## **ARTICLE XIV – CHANGEMENTS AFFECTANT L'OPERATEUR ECONOMIQUE**

Durant la période de validité de l'accord-cadre, le prestataire est tenu de communiquer au responsable du service achats et finances, tout acte modifiant ou complétant les statuts de sa société.

S'il néglige de se conformer à cette obligation, la présidence ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs de l'accord-cadre.

## **ARTICLE XVI – CESSION OU NANTISSEMENT**

Les créances nées ou à naître peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions du code de la commande publique. En cas de sous-traitance, le présent accord-cadre ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

## **ARTICLE XVII – RESILIATION, LITIGES ET CONTENTIEUX**

En complément des cas de résiliation énumérés dans le CCAG/FCS, les cas de résiliation suivants s'appliquent :

- ☐ Les renseignements erronés ou inexacts portés sur certains documents produits au stade de l'offre ou de la candidature pourront entraîner la résiliation de l'accord-cadre.
- ☐ L'attention des candidats est attirée sur le fait que, s'il est constaté durant l'exécution de l'accord-cadre que le titulaire livre des produits différents de ceux présentés avec son offre, notamment s'ils sont de qualité inférieure, l'accord-cadre pourra être résilié à ses torts et sans préjudice d'éventuelles pénalités ou d'une exécution à ses frais et risques (cf. présent CCAP).

En cas de litige résultant de l'application des clauses de l'accord-cadre, la loi française est seule applicable.

Le tribunal compétent pour les litiges relatifs à l'application des clauses de l'accord-cadre est le tribunal administratif de Paris, sis :

7 rue de Jouy  
F-75181 Paris  
Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)  
Tél : 01 44 59 44 00  
Fax : 01 44 59 46 46

## **ARTICLE XVIII – NON-EXCLUSIVITE DU TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE**

La présidence pourra recourir à un tiers dans les cas suivants :

- En cas d'incapacité du ou des titulaire(s) de l'accord-cadre de lui fournir les fournitures ou prestations demandées (exemple : en cas de rupture de stock, d'indisponibilité d'un produit, ou si le titulaire n'est pas en mesure de fournir un produit spécifique).
- En cas de différence significative de prix entre le prix sur devis du titulaire et le prix proposé par un tiers (une différence significative est une différence de prix supérieure à 20%).

Ces achats « hors accord-cadre » seront précédés de mesures de publicités et de mise en concurrence applicables dans le respect des règles relatives à l'estimation de la valeur des besoins, sauf si la présidence entre dans l'une des hypothèses permettant de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence, prévues par les articles R 2122-1 à R 2122-9 ainsi que R 2122-10 et R 2122-11 du code de la commande publique.



Enfin, dans un souci de limitation du nombre de livraisons, lorsque la présidence réalisera une commande dans un lot, il pourra être demandé au titulaire du lot concerné de fournir de façon accessoire certains produits pouvant relever d'un autre lot, sous réserve qu'il soit en mesure de pouvoir répondre à cette demande.

Le montant cumulé des achats « hors accord-cadre » ne pourra pas dépasser 40 000 € (euros) hors taxes par année contractuelle.

## **ARTICLE XIX – DEROGATIONS AU CCAG/FCS**

Les parties conviennent que, dès lors qu'une dérogation au CCAG est formulée de manière claire et non équivoque par un article du CCAP ou une autre pièce contractuelle, la circonstance que la dérogation elle-même ou l'article du CCAG auquel il est dérogé n'est pas mentionné par l'article dérogatoire et/ou récapitulé dans la présente liste ne saurait avoir pour effet d'écarter l'application de cette dérogation.

Article du présent CCAP	Article du CCAG-FCS auquel il est fait dérogation	Objet de la dérogation
2	4.1	Ordre de priorité
9.1	14.1	Pénalités pour retard
9.2	45	Exécution aux frais et risques

## ANNEXE 1 AU CCAP

### ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITÉ

Je, soussigné (e), ....., m'engage, aux termes du présent engagement, vis à vis de la société ....., à respecter dans le cadre de la prestation exécutée pour le compte de la présidence de la République les obligations suivantes :

- ne pas utiliser les informations, directement ou indirectement, de quelque manière et à quelque titre que ce soit, pour mon compte ou pour le compte de tiers, ou permettre une telle utilisation, à d'autres fins que celles prévues dans le cadre de la prestation ;
- limiter strictement la divulgation des informations aux seules personnes auxquelles il est nécessaire de les divulguer dans le cadre de la prestation, et à faire adhérer celles-ci au présent engagement de confidentialité ;
- prendre toutes dispositions pour protéger ou garder strictement confidentiel les informations qui m'ont été remises dans le cadre de la prestation ;
- restituer immédiatement ou à détruire toutes les informations et documents et leurs éventuelles reproductions, duplications, copies quand la prestation aura été exécutée.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-13 et suivants et 226-16 et suivants du code pénal.

Les obligations contenues dans le présent engagement de confidentialité resteront en vigueur jusqu'à la date de clôture du marché.

Fait à Paris le .../.../...

SIGNATURE

(précédée de la mention "Lu et approuvé")

## ANNEXE 2 AU CCAP

### ACCORD DE CONFIDENTIALITE

Les supports informatiques et documents fournis par la présidence de la République à la société \_\_\_\_\_ restent la propriété de la présidence de la République.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont la société prend connaissance à l'occasion de l'exécution du contrat qui la lie à la présidence de la République.

Conformément à l'article 34 de la loi informatique et libertés modifiée, la société s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

La société sus nommée s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au contrat, l'accord préalable du propriétaire des fichiers ou des documents est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat ;
- et en fin de contrat, à procéder à la destruction de tous fichiers informatisés ou document renfermant des informations relatives à la présidence de la République.

À ce titre, la société sus nommée ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de la présidence de la République.

Fait à Paris le .../.../.....(en deux exemplaires)

Pour la présidence de la République

Nom :

Titre :

SIGNATURE

Pour la société

Nom :

Titre :

SIGNATURE